

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**SOGELEASE FRANCE**

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 248 500 005 €  
Siège social : Tour Granite, 17 cours Valmy, CS50318, 92800 Puteaux  
410 736 169 R.C.S. Nanterre

**Documents comptables annuels approuvés par décisions de l'Associée Unique du 26 mai 2026****I. – Bilan social au 31 décembre 2025**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Caisse, Banques Centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit (note 1 & 21)	684 822	698 727
- A vue	1	1 088
- A terme	684 821	697 640
Créances sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et activités de portefeuille		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de LOA (note 2 & note 2bis & note 2ter)	3 452 517	2 988 437
Opérations de location simple (note 2 & note 2bis & note 2ter)	269 516	271 324
Immobilisations incorporelles (note 3 & note 3bis)	0	0
Immobilisations corporelles (note 3 & note 3bis)	0	0
Autres actifs (note 4)	65 379	28 342
Comptes de régularisation (note 5)	9 514	11 267
<b>Total actif</b>	<b>4 481 747</b>	<b>3 998 097</b>
<b>Passif</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Dettes envers les établissements de crédit (note 6 & note 21)	3 784 939	3 281 385
- A vue	5 097	8 767
- A terme	3 779 842	3 272 617
Comptes créditeurs de la clientèle (note 21)	1 359	1 765
Autres dettes :		
- A vue	1 359	1 765
- A terme		
Dettes représentées par un titre :		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		
Autres passifs (note 7)	91 293	134 377
Comptes de régularisation (note 9)	64 249	56 180
Provisions (note 8)	11 689	4 408
Capital souscrit (note 10)	248 500	248 500
Réserves (note 10)	465	465
Amortissements dérogatoires (note 10)	685 295	602 716
Subvention d'investissement (note 10)	4 598	2 889
Report à nouveau (note 10)	-334 587	-302 801
Résultat de l'exercice (+/-)	-76 055	-31 786
<b>Total passif</b>	<b>4 481 747</b>	<b>3 998 097</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Engagements donnés		
Engagements de financement (note 11)		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	265 659	288 143
Engagements sur instruments financiers (note 11)		
Engagements de garantie (note 11)		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	0	0
Engagements d'ordre de la clientèle		
Engagements reçus		
Engagements de financement (note 12)		
Engagements reçus d'établissements de crédit	120 243	136 081
Engagements sur instruments financiers (note 12)		
Engagements de garantie (note 12)		
Engagements reçus sur opérations de crédit bail		

## II. – Compte de résultat 2025

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 13) :	13 724	14 534
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	13 724	14 534
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 13 bis) :	-98 887	-77 154
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-98 887	-77 154
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	0	0
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	1 193 718	1 040 729
- Charges sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	-1 100 029	-943 673
+ Produits sur opérations de location simple (note 14)	100 822	91 084
- Charges sur opérations de location simple (note 14)	-90 278	-89 152
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	1 084	627
- Commissions (charges)	-33	-30
+/- Gains ou pertes sur opérations financières		
Autres produits et charges ordinaires		
+ Autres produits d'exploitation (note 15) :	833	106
- Produits divers de gestion courante	833	106
- Quote-part d'exploitation faites en commun		
- Autres charges d'exploitation (note 15) :	-1 281	-203
- Charges diverses de gestion courante	-1 281	-203
- Quote-part d'exploitation faites en commun	0	0
Produit net bancaire	19 673	36 868
- Charges générales d'exploitation (note 16) :	-14 731	-13 601
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-14 731	-13 601
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	4 943	23 267
+/- Coût du risque (note 17)	-22 633	-6 817
Résultat d'exploitation	-17 690	16 451
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Titres de participation)		
+/- Résultat ordinaire avant impôt :	-17 690	16 451
+/- Résultat exceptionnel avant impôt (note 18)	0	0
+/- Impôt sur les bénéfices (note 19)	24 215	11 742
+/- Provisions réglementées (note 20)	-82 580	-59 979
+/- Résultat de l'exercice	-76 055	-31 786

### III. – Notes annexes aux comptes sociaux

#### I. – Activité

SOGELEASE est une société qui finance en crédit-bail mobilier et location financière des clients des marchés des professionnels et des entreprises du groupe société Générale.

#### II. – Information sur le choix des méthodes utilisées

Les comptes sociaux de SOGELEASE au 31/12/2025 sont établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux Établissements de crédit et aux Sociétés de Financement définis à l'article L511-1 du Code monétaire et financier, telles qu'elles sont prévues par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables, modifié par le règlement ANC n° 2022-06 du 04 novembre 2022, et conformément au règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, mis à jour de l'ensemble des règlements de l'ANC le modifiant.

L'Autorité des Normes Comptables a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement modifie le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « Autres produits d'exploitation bancaire ».

La présentation des comptes individuels de SOGELEASE n'est pas affectée par l'entrée en vigueur de ce règlement.

Les principes comptables généralement acceptés ont été appliqués, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue est l'évaluation au coût historique des éléments inscrits en comptabilité.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de SOGELEASE France sont consolidés au niveau de la SOCIETE GENERALE située  
Tour Société Générale 92972 Paris la Defense cedex

#### III. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

##### A. – Opérations sur les nouveaux instruments financiers

Les opérations de couverture portant sur les instruments financiers sont enregistrées conformément aux dispositions de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations (contrats fermes ou optionnels) sont inscrits dans les comptes hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

La comptabilisation des résultats pour les opérations de couverture est la suivante :

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur éléments couverts.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

##### B. – Immobilisations

###### B1. – Immobilisations données en location

Les immobilisations corporelles sont constituées de matériel et outillage industriels, de matériel de bureau, informatique, et de mobilier, dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

Les dispositions prévues par le règlement ANC 2014-03, n'ont pas été appliquées aux immobilisations données en location dans la mesure où celles-ci sont retraitées en location financement dans les comptes consolidés et la charge de renouvellement incombe au locataire. Les traitements comptables en cours, en matière d'amortissement, ont été maintenus.

**B2. – Immobilisations d'exploitation**

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur valeur d'acquisition nette de T.V.A. récupérable. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou dégressif.

Les durées d'amortissement généralement retenues pour les deux catégories d'immobilisations ci-dessus sont les suivantes :

Agencements et installations	8 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans à 10 ans
Matériel informatique	3 ans à 5 ans
Matériel et outillage	4 ans à 7 ans

**B3. – Immobilisations Corporelles et Incorporelles**

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit bail et LOA ou de location simple, celles des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de progiciels dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

**B4. – Réserve Latente**

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente brute.

Cette dernière était de 854 364 Keuros à l'ouverture et de 966 651 Keuros au 31 décembre 2025.

**C. – Reconnaissance des loyers**

Pour les dossiers réaménagés, la société comptabilise les loyers inégaux selon les dispositions de l'avis n°29 du CSOEC, conduisant à répartir de manière linéaire le produit des loyers sur la durée du contrat.

Les loyers restants dus sont donc étalés sur la durée restante du contrat à la mise en place du réaménagement. Les dossiers concernés sont ceux pour lesquels le réaménagement a modifié le rythme d'amortissement financier du contrat, principalement les renégociations simples ou complètes, les changements de périodicité, de taux, de quantième.

Cette approche conduit à comptabiliser en produit à recevoir une partie des loyers futurs restants à facturer.

Ces produits s'élèvent à 5 913 k € à fin décembre 2025.

**D. – Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées sont évaluées selon la méthode dite du prorata temporis.

La sélection des risques repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation des dossiers supérieurs à 150 000 € est totalement réalisée par un chargé d'étude. Les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels expert et d'analyse de bilans par des spécialistes métiers.

Par l'application du Titre 2 au Livre II du règlement ANC 2014-07, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

- Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :
  - Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
  - Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
  - S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.
- Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois dans le groupe Société Générale verra tous ses dossiers déclassés même s'ils ne répondent pas encore à ces critères de déclassement.

Les créances ont été dépréciées le cas échéant par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les clients douteux et douteux compromis Entreprise sont dépréciés individuellement (sur la base d'estimations de récupération) si la créance est de montant significatif (> 30 K€), et statistiquement (par application d'un taux moyen) dans le cas contraire.

Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux années précédentes, sur une période de recouvrement estimée.

Conformément à l'article 2231-3 du chapitre 3 sur le traitement comptable du risque de crédit dans le règlement ANC n° 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisé en coût net du risque.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et dépréciés en totalité pour la partie non encaissée.

Les clients qui ne sont pas en procédure collective ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent, après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

A fin décembre 2025, les provisions calculées sur une base individuelle s'élèvent à 29 M€, et les provisions déterminées à partir d'un taux statistique. s'élèvent à 5 685 K€.

### **Gestion des crédits restructurés**

De nouvelles directives ont été données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- Les encours en défaut restructuré : la contrepartie est mise en défaut, s'il ne l'était pas déjà, à compter de la validation de sa mise en restructuration, pendant une période minimum d'un an, si la restructuration est validée avant le 20 octobre 2021 (mise en place de la Nouvelle Définition du Défaut).

Si une restructuration est validée après le 20 octobre 2021 sur une contrepartie saine, celle-ci pourra rester en sain si la décote résultante est < 1 %, et sauf décision contraire du gestionnaire (cf. application des lignes directrices de l'EBA du 2 avril 2021)

- Les encours en sain restructuré probatoire : mise en période de probation de 2 ans maximum après la sortie du défaut soit une mise sous surveillance [Watch List] avec passage en défaut au 1<sup>er</sup> impayé,
- Au-delà de la période de probation, les règles standards de mise en défaut s'appliquent à nouveau et l'encours figure en sain standard.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- Provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut) ;
- Provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch list) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et provisionnés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle-ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur. Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

La société est entrée au 01/01/1998 dans le périmètre d'intégration fiscale de la Société Générale. Le produit ou la charge est constaté au titre dudit exercice.

### **E. – Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### **F. – Impôt sur les sociétés**

Sogelease fait partie d'une intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art 223 A à U du CGI) depuis le 01/01/1998.

La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de contribution sociale sur les bénéfices), l'impôt est déterminé par Sogelease comme en l'absence d'intégration fiscale. Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère.

**G. – Commissions**

La rubrique « commissions » comprend principalement les commissions versées aux apporteurs d'affaires.

**H. – Rémunération des dirigeants**

SOGELEASE doit mentionner la rémunération globale versée aux membres des organes d'administration et de direction. Etant donné que seul un dirigeant (Président) est rémunéré par SOGELEASE via une refacturation de SOCIETE GENERALE, mentionner cette information reviendrait à communiquer sa rémunération individuelle. SOGELEASE a donc choisi de ne pas communiquer cette rémunération. Aucune avance ni crédit n'a été consenti au cours de l'année 2025.

**I. – Provision de passif**

La provision est destinée à couvrir la VNC ITNL pour 10 884 K€.

**J. – Régime Intégration Fiscale**

La société SOGELEASE France est sous le régime d'intégration fiscale du Groupe SG. La convention d'intégration fiscale retient la conception selon laquelle, les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits, sont réallouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires.

**K. – Transaction avec les parties liées.**

En application du règlement de l'ANC n°2010-04 du 7 octobre 2010, abrogé et repris par ANC N° 2014-07 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan modifiant le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 91-01 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels des établissements de crédit, les transactions avec les parties liées sont conclues à des conditions normales de marché et ne sont donc pas détaillées dans l'annexe.

**L. – Faits marquants de l'exercice**

Néant.

**M. – Evènements postérieurs à la clôture**

L'escalade récente du conflit au Moyen-Orient intervenue à compter du 28 février 2026 constitue un évènement postérieur à la clôture sans incidence sur les comptes. A date, aucun impact significatif pour la société n'a été identifié, étant précisé que le niveau d'incertitude sur les conséquences directes et indirectes du conflit demeure élevé.

**Note 1. – Créances sur les établissements de crédit**

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Créances à vue	1	1 088
Créances à terme	684 821	697 640
Total	684 822	698 727

**Note 2. – Opérations de crédit-bail et de location**

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2024	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/2025	Amortissements et dépréciations	Valeur nette comptable 31/12/2025
Crédit bail mobilier						
Immobilisations	5 509 010	1 588 019	898 892	6 198 138	2 780 889	3 417 249
Créances douteuses	19 653	9 095	0	28 748	13 910	14 838
Créances douteuses compromises **	33 074	8 803	0	41 877	31 558	10 319
Créances rattachées	9 441	669	0	10 110		10 110
Dont commissions restant à étaler*	4 398	0		5 047	0	5 047
Total	5 571 179	1 606 586	898 892	6 278 873	2 826 356	3 452 517

Location financière						
Immobilisations	567 007	97 244	108 173	556 078	296 539	259 539
Créances douteuses	0	203	0	203	62	141
Créances douteuses compromises **	25	37	0	61	55	6
Créances rattachées	7 023	2 806	0	9 829		9 829
Dont commissions restant à étaler*	412	0		433		433
Total	574 055	100 290	108 173	566 171	296 656	269 516

\* Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports restant à étaler ont été reclassées dans le poste "opérations de crédit bail et LOA" et "opérations de location simple"

#### Note 2. – Bis. – Dépréciations des créances douteuses sur opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Crédit bail mobilier (1)	36 367	45 468	36 367	45 468
Créances douteuses	9 411	13 910	9 411	13 910
Créances douteuses compromises	26 956	31 558	26 956	31 558
Location financière (1)	20	117	20	117
Créances douteuses	0	62	0	62
Créances douteuses compromises	20	55	20	55
Total	36 388	45 585	36 388	45 585

(1) Le montant des pertes sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2025 s'élève à 9 242 K€.

Les reprises de provisions afférentes ont bien été comptabilisées sur l'exercice.

Aucune perte constatée sur les créances douteuses compromises.

#### Note 2 ter. – Amortissements sur opérations de crédit-bail et de location

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements 31/12/2024	Dotations Linéaires	Dégressives	Reprises et Reclassements	Amortissements 31/12/2025
Crédit bail mobilier	2 546 374	1 061 447		826 933	2 780 889
Location financière	302 710	88 994		95 165	296 539
Reprise d'amortissements excédentaires	0	0			0
Total	2 849 085	1 150 441	0	922 098	3 077 427

#### Note 3. – immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2024	Acquisitions	Cessions (mise en rebus)	Virements Comptables	Variations Cours Devises	Brut 31/12/2025	Amortissements et dépréciations	Valeur nette Comptable
Immobilisations incorporelles	86	0	86	0		0	0	0
Immobilisations corporelles	0		0			0	0	0
Total	86	0	86	0	0	0	0	0

#### Note 3 bis. – amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements et dépréciations 31/12/2024	Dotations Linéaires	Reprises	Virements Comptables	Amortissements et dépréciations 31/12/2025
Immobilisations incorporelles	86	0	86		0
Immobilisations corporelles	0		0		0
Total	86	0	86	0	0

#### Note 4. – Autres actifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Etat, impôts et taxes	24 494	237
Débiteurs divers	40 885	28 105
Total	65 379	28 342



## Note 5. – Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Charges constatées d'avance	0	9
Produits à recevoir	9 509	11 257
Divers	5	0
Total	9 514	11 267

## Note 6. – Dettes envers les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes à vue :	5 097	8 767
- Comptes ordinaires créditeurs	5 095	0
- Dettes rattachées	2	8 767
Dettes à terme :	3 779 842	3 272 617
- Emprunts et comptes à terme	3 769 200	3 263 548
- Dettes rattachées	10 643	9 069
Total	3 784 939	3 281 385

## Note 7. – Autres passifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Fournisseurs	2 789	14 853
Etat, impôts et taxes	7 386	4 610
Créditeurs divers	48 097	62 791
Dépôts de garantie	33 020	52 124
Total	91 293	134 377

## Note 8. – Provisions

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Provision VNC ITNL	4 021	10 884	4 021	10 884
Provision risque opérationnel	386	1 241	823	805
Total	4 408	12 125	4 844	11 689

## Note 9. – Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Loyers constatés d'avance CB	60 927	52 268
Loyers constatés d'avance LS	1 577	1 688
Charges à payer	1 745	2 224
Total	64 249	56 180

## Note 10. – Les capitaux propres

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2025
Capital (1)	248 500				248 500
Primes d'émission					
Réserve légale					
Réserves réglementées					
Réserves ordinaires	465				465
Report à nouveau	-302 801		-31 786		-334 587
Subvention d'investissement	2 889			1 710	4 598
Amortissements dérogatoires cogénération (note 20)	0			0	0
Autres amortissements dérogatoires (note 20)	602 716			82 580	685 295
Résultat	-31 786	-76 055	31 786		-76 055
Total	519 983	-76 055	0	84 290	528 218

(1) Au 31 décembre 2025, le capital social se compose de 16566667 actions de nominal 15 euros.

## Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres				
	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	16 566 667			16 566 667	15
Total	16 566 667	0	0	16 566 667	15

## Note 11. – Engagements donnés

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Au profit de				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements en faveur des E. C.						0
Engagements sur instruments financiers :						0
- Opérations fermes de gré à gré						0
Swaps de taux d'intérêt						0
Engagements en faveur de la clientèle						0
- Engagements relatifs aux opérations de CB					265 659	265 659
Engagements de garantie						0
Total				0	265 659	265 659

## Note 12. – Engagements reçus

Catégories d'engagements (en KEUR)	Accordés par				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements de financements						
- Reçus des établissements de crédit					120 243	120 243
Engagements sur instruments financiers :						0
- Opérations fermes de gré à gré						0
Swaps de taux d'intérêt						0
Engagements de garantie						0
- Garanties reçues concernant les opérations de crédit-bail						0
Autres engagements						0
Total				0	120 243	120 243

## Note 13. – Intérêts et produits assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	13 724	14 534
- Intérêts sur compte ordinaire	0	0
- Intérêts sur compte et prêt	13 724	14 534
- Intérêts sur SWAPS	0	0
Produits divers d'intérêts	0	0
- Autres intérêts	0	0
	13 724	14 534
(1) Dont intérêts courus à recevoir :		
- sur compte ordinaire	0	0
- sur compte et prêt à terme	7 381	7 069

## Note 13 bis. – Intérêts et charges assimilées

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	98 887	77 154
- Intérêts sur compte ordinaire	0	8
- Intérêts sur compte et emprunts	94 763	68 201
- Intérêts sur SWAPS	0	0
- Engagement de garantie	2 951	5 785
- Autres intérêts et charges assimilées	1 173	3 161
Sur opérations avec la clientèle	0	0
- Autres intérêts	0	0
Total	98 887	77 154
(1) Dont intérêts courus à payer :		
- sur compte ordinaire	0	0
- sur compte et emprunts à terme	10 643	9 069

## Note 14. – Produits et charges sur opération de Crédit-bail et de Location simple

**Détail des produits sur opérations de crédit bail et location simple**

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Loyers	1 142 603	72 884	996 171	71 356
Indemnités de résiliation, autres produits	22 319	470	10 351	-33
Plus-values sur cessions	31 449	27 499	34 124	19 753
Escomptes obtenus	0	0	0	0
Provision pour dépréciation	-9 330	-31	-6 676	0
Reprise provision pour dépréciation N-1	6 676	0	6 759	8
Total	1 193 718	100 822	1 040 729	91 084

**Détail des charges sur opérations de crédit bail et location simple**

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Dotations aux amortissements linéaires	1 061 447	88 994	903 732	88 214
Moins-values sur cessions	34 231	1 098	35 611	748
Autres	4 351	186	4 329	190
Dont commissions d'apport*	2 560	186	2 114	182
Total	1 100 029	90 278	943 673	89 152

\* Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports ont été reclassées dans le poste "charges sur opérations de crédit bail et LOA" et "charges sur opérations de location simple"

## Note 15. – Autres Produits d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
- Sur produits divers de gestion courante	833	106
Total	833	106

## Note 15. – Autres Charges d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
- Sur Quote-part d'exploitation faites en commun	0	0
- Sur charges diverses de gestion courante	1 281	203
Total	1 281	203

## Note 16. – Autres charges générales d'exploitation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Entretiens et réparations	147	0
Assurance	27	36
Prestations, études informatiques	0	-2
Honoraires facturés au titre du contrôle légal	19	97
Autres honoraires	587	259
Impôts et taxes	15	0
Frais actes et contentieux	419	94
Refacturation frais répétables	-40	0
Locations	0	0
Publicité, relations publiques	12	0
Déplacements	0	0
Transports, déplacements et frais de mission	2	0
Frais de télécommunication et postaux	0	-6
Refacturations sociétés groupe	13 501	0
Condamnation	15	15
Divers	27	13 109
Total	14 731	13 601

## Note 17. – Coût du risque

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Perte sur clients et débiteurs divers	-9 709	-7 617
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers	-47 108	-33 854
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	33 733	33 995
Profits sur clients	452	659
Total	-22 633	-6 817

(1) Conformément à l'article 13 bis du CRC 2002-03 modifié du CRC 2005-03, la reprise de dépréciation des créances liée au passage du temps pour - 478 K€ a été comptabilisée en coût du risque (comprend stock N-1 et décote négative N).

## Note 18. – Produits exceptionnels

Néant

## Note 18. – Charges exceptionnelles

Néant

## Note 19. – Impôt sur les bénéfices

Répartition (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Impôt dû (1)	Résultat net après impôt
Résultat courant (2)	(100 270)	24 215	(76 055)
Résultat exceptionnel	0	0	0
Total	(100 270)	24 215	(76 055)

(1) Du fait de l'intégration fiscale, la société perçoit une subvention égale à la créance d'impôt réalisée.

Le taux d'impôt retenu est de 25,83 % (avec la contribution sociale) sur le déficit de l'exercice.

(2) Résultat courant avant impôts issu de la liasse fiscale

## Note 20. – Dotations / Reprises

Éléments (En milliers d'euros.)	Amortissements dérogatoires 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements dérogatoires 31/12/2025
- Sur amortissements dérogatoires Crédit-bail (Amort. max)	602 715	82 580	0	685 295
- Sur amortissements dérogatoires Location simple (Amort. max)	539 173	79 315	0	618 488
- Sur amortissements dérogatoires Location simple (Amort. max)	63 542	3 265	0	66 807
- Sur amortissements dérogatoires en cogénération (éolienne)	0		0	0
Total	602 716	82 580	0	685 296

## Note 21. – Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir

Éléments (En milliers d'euros.) Emplois	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit :						684 821
- A vue	1					1
- A terme	137 875	39 197	233 254	274 495		684 820
Créances sur la clientèle :						0
- Autres concours à la clientèle						
- Comptes ordinaires débiteurs						
Total	137 876	39 197	233 254	274 495	0	684 821

Éléments (En milliers d'euros.) Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit :						3 784 939
- A vue	5 097					5 097
- A terme	346 528	834 118	2 360 447	238 749		3 779 842
Comptes créditeurs de la clientèle :						1 359
- A vue (voir note ci-dessous).					0	0
- A terme	1 359					1 359
Total	352 983	834 118	2 360 447	238 749	0	3 786 298

## Note 22. – Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Rubriques (En milliers d'euros.)	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la Société a un lien de participation
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	684 821	
Créances clients et comptes rattachés	0	
Passif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 779 842	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7	
Hors bilan		
Engagements donnés	0	
Engagements reçus	120 243	

Filiales et participations

Néant

#### IV. – Affectation du résultat

L'associée unique constate que l'exercice 2025 se solde par :

- Un déficit de : - 76 054 681,59 €
- Un report à nouveau débiteur de : - 334 586 560,33 €

L'associée unique décide d'affecter la perte au report à nouveau débiteur qui s'établit désormais à -410 641 241, 92 €.

#### V. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

##### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOGELEASE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

##### Fondement de l'opinion

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

##### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « II. INFORMATION SUR LE CHOIX DES METHODES UTILISEES » au sein de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03.

##### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

##### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise  
relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 4 mai 2026  
Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.  
Nicolas DE LUZE  
Associé

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT  
Amel HARDY-BEN BDIRA  
Associée

Mathieu GICQUEL  
Directeur

**VII. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.